

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 5 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TREZ FRANCE**

Parc d'Activités de la porte de Mauriennne  
73220 Val-d'Arc

Références : 20230523-RAP-TREZ-Inspection\_BREFWT-Vs.odt

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement TREZ FRANCE implanté PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans l'action régionale BREF WT Traitement des déchets car l'établissement TREZ relève de la directive IED au titre des rubriques 3550 et 3510.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TREZ FRANCE
- PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TREZ France fait partie du groupe AUREA, regroupant en France et en Belgique plusieurs entreprises du secteur de la collecte et du traitement des déchets. La société TREZ a exploité jusqu'en novembre 2019 une installation de traitement de déchets dangereux zincifères sur son site de Val d'Arc – Aiguebelle. L'entreprise a ensuite procédé à une reconversion de ses activités vers le transit / regroupement d'huiles usagées. Ceci a fait l'objet d'un dossier de cessation partielle d'activité et de porter à connaissance, transmis en février 2020 au titre des articles R. 512-39-1 et R. 181-46 du code de l'environnement, et d'un arrêté préfectoral du 29/07/20 mettant à jour l'autorisation d'exploiter. La société TREZ a élargi son champ de compétence en 2021 en prenant en charge aussi les liquides de refroidissement usagés ainsi que les filtres à huile. Cette demande de modification n'ayant pas conduit à une évaluation environnementale, un arrêté préfectoral portant mise à jour de l'autorisation d'exploiter a été

établi le 28 septembre 2021 et autorise régulièrement, à ce jour, la société TREZ à pratiquer ses activités.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale : BREF WT traitement des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1	Sans objet
4	Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection n'a pas relevé de non-conformité au regard des points de contrôles relatifs au BREF WT traitement de déchets. A titre d'observation, nous demandons à l'exploitant de conduire l'action suivante :

- **tenir à jour un graphique d'évolution de la consommation d'électricité à une fréquence annuelle.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Emissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :  Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué l'absence de rejets atmosphériques pour son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : Optimisation de la consommation d'eau Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites Séparation des flux d'eaux Remise en circulation de l'eau Surface imperméable Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets Infrastructure de drainage appropriée Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué qu'aucune consommation d'eau n'était effectuée pour les besoins industriels du site. De la même façon, aucun rejet d'eaux industrielles n'existe sur le site. La consommation d'eau se limite à l'usage domestique fait par les employés de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'électricité utilisée sur le site alimente uniquement 2 pompes de 7,5 KW chacune ainsi que l'éclairage LED des locaux. L'exploitant a souligné la très faible consommation d'électricité du site : elle se cantonne uniquement à un usage restreint. Le contrat d'électricité de l'exploitant a été fourni postérieurement à l'inspection et mentionne une consommation annuelle de 104 MW.
<b>Observations :</b> <b>Nous demandons à l'exploitant de tenir à jour un graphique d'évolution de la consommation d'électricité relativement à chaque année.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance rejets eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance rejets eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'activité de l'établissement n'induisait aucun rejet d'eau à l'exception des eaux vannes au droit des locaux administratifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite